

[Accueil](#) > [Libre-Opinion: Le plan de paix arabe: des conditions problématiques](#)

Libre-Opinion: Le plan de paix arabe: des conditions problématiques

Luciano G. Del Negro - Directeur, Comité Québec- Israël 3 avril 2007

«La paix n'est pas une manipulation de slogans qui la réclament afin de défendre des convoitises ou de dissimuler des ambitions», avait déclaré il y a 30 ans le président égyptien Anouar Sadate à Jérusalem, en prélude au premier accord de paix entre Israël et un pays arabe. Aujourd'hui, l'Arabie saoudite, qui a remplacé l'Égypte comme première puissance diplomatique et politique arabe au Moyen-Orient fait la promotion d'un plan de paix arabe aux termes ambigus.

L'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite au Canada, M. Abdulaziz Al-Sowayegh, écrivait le 28 mars dans Le Devoir («Assez de sang et de larmes») que le plan de paix arabe adopté unanimement par la Ligue arabe en 2002 offrait en échange d'un retrait israélien de «tous les territoires» occupés en 1967, «la normalisation complète des relations entre les pays arabes et Israël».

Outre que présenté en ces termes le plan de paix s'apparente davantage à un dictat de conditions qu'à une ouverture diplomatique, les Saoudiens et la Ligue arabe ne précisent guère ni la forme que prendrait la normalisation de leurs relations avec Israël ni les garanties de sécurité qu'ils concéderaient dans l'éventualité d'un retrait israélien aux lignes d'armistice de 1949.

De plus, la condition d'un retrait israélien complet s'inscrit en faux avec la pierre angulaire de tout accord de paix permanent entre Israël et ses voisins arabes, à savoir la Résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU. En effet, c'est sur la base de cette résolution recommandant un retrait israélien négocié de territoires acquis lors de la Guerre des Six Jours (1967) qu'ont été conclus les accords de paix israélo-égyptien (1979) et israélo-jordanien (1994). Rien dans cette résolution n'exige qu'Israël se retire de tous les territoires acquis en 1967.

Réunis la semaine dernière à Ryad, les pays de la Ligue arabe ont fait la sourde oreille à l'appel du chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, de faire preuve d'une plus grande flexibilité sur la question du retrait, tandis que le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, insistait sur le fait qu'Israël accepte le plan tel quel et que le ministre des Affaires étrangères saoudiens Saud al-Faisal déclarait que si Israël refusait le plan arabe, cela signifierait qu'il ne veut pas la paix.

Le retour

Dans sa description du plan de paix arabe, M. Al-Sowayegh omet de souligner une seconde condition tout aussi problématique, sinon davantage, que la première. L'absorption en Israël même des réfugiés palestiniens et de leurs millions de descendants plutôt que dans un futur État souverain palestinien. Non seulement cette condition n'a-t-elle aucune base légale — aucune résolution de l'ONU n'accorde un «droit de retour» aux réfugiés palestiniens — mais elle va à l'encontre du principe d'une solution dite de «deux États», à savoir la création d'un État palestinien souverain aux côtés de l'État d'Israël.

Prétendre comme le fait l'ambassadeur saoudien que la formation d'un gouvernement d'unité nationale prépare «le chemin de la paix entre les pays arabes et Israël» ne résiste pas à

l'épreuve du réel. Car si cette initiative saoudienne a certes le mérite d'avoir pour l'heure atténué les meurtrières violences interparlestiniennes, il n'en demeure pas moins que la plateforme du nouveau gouvernement palestinien est essentiellement celle du Hamas de par son refus de reconnaître la légitimité de l'État d'Israël, de renoncer à la violence terroriste et d'honorer les accords israélo-palestiniens qui sont le fondement même de la légitimité internationale de l'Autorité palestinienne.

Rabin ou Sadate?

Il est ironique que l'ambassadeur saoudien appelle de ses vœux un autre Yitzhak Rabin «pour dire aux Israéliens: "Assez de sang et de larmes"» lorsqu'on sait que depuis 1948, c'est surtout la politique rejectionniste arabe qui a entravé une solution négociée globale au conflit israélo-arabe, depuis la guerre d'agression panarabe de 1948 en passant par les «trois non» de la Ligue arabe en 1967 («non à la reconnaissance d'Israël, non aux négociations, non à la paix») jusqu'au rejet palestinien en 2001 des pourparlers de Taba qui préconisaient la création d'un État palestinien sur l'ensemble de la Bande de Gaza et 97% de la Cisjordanie avec Jérusalem Est pour capitale.

L'ambassadeur a par contre tout à fait raison de soutenir que la «paix doit être recherchée par les deux parties au conflit». L'Arabie Saoudite pourrait assumer un rôle de leader en la matière et servir d'exemple aux pays voisins en mettant un terme à la diabolisation d'Israël et des Juifs dans ses médias officiels, ses manuels scolaires, et les prêches dans les mosquées pour préparer sa population à accepter une paix israélo-arabe.

Plutôt qu'un autre Yitzhak Rabin, le conflit israélo-arabe a réellement besoin d'un autre Anouar Sadate; un homme d'État courageux, qui au lieu de dicter ses conditions de paix par médias étrangers interposés, est allé à Jérusalem s'adresser directement aux Israéliens pour leur présenter ses positions et ouvrir un véritable processus diplomatique qui ne préjuge pas du résultat final.

paix, Égypte (Pays)

Haut de la page

[Recommander](#)

[Twitter](#) < 0

0